

## Censure politique à l'université



### **La maîtresse affirme avoir alerté sa hiérarchie universitaire et la tutelle au sujet de “cette hogra caractérisée, de cette violation de la souveraineté du jury”**

Les scandales se multiplient, mais ne se ressemblent, décidément, pas pour l'université algérienne qui continue de défrayer la chronique en mal, évidemment, au grand dam de ceux qui croient en une résurrection d'une institution censée être le pourvoyeur de cadres et de compétences dont a énormément besoin le pays. Une nouvelle affaire vient démontrer que le mal est, sans doute, plus profond qu'on le pense. Et ce mal, on le redécouvre en lisant attentivement la “lettre ouverte à l'opinion publique” signée des mains de Leïla Sidhoum, maîtresse-assistante à la faculté des sciences politiques et des relations internationales de l'université Alger 3, et dans laquelle elle dénonce ouvertement une censure politique ciblant sa thèse de doctorat et dont l'auteur principal n'est autre que le doyen intérimaire de la faculté, Mohamed Khodja. La thématique de la thèse portant sur “le rôle de l'élite au pouvoir dans le processus de transition démocratique en Algérie 1989-2016” n'a, visiblement, pas été du goût de certains responsables de l'université qui, d'après elle, lui ont demandé de supprimer des passages jugés “inopportuns” de l'ouvrage.

Selon le récit détaillé de Mme Sidhoum, le doyen de la faculté a d'abord rejeté le rapport final que lui a transmis le président du jury de thèse pour des considérations “politiciennes et idéologiques”, signifiant qu'il s'agissait d'une thèse “subversive” et que “les services de sécurité étaient au courant”. Une méthode qui tend évidemment à faire pression sur l'universitaire pour l'amener à censurer son propre travail de recherche. Mais selon les dires de la concernée, le doyen enchaînera avec des intimidations encore plus sournoises et

visant à la faire plier. "Il n'hésitera pas à introduire un individu dans son bureau qu'il présentera comme un membre de la 'sécurité présidentielle'. En présence de ce dernier, le doyen intérimaire exigera du président du jury de soutenance que tout ce qui a trait au président de la République soit supprimé de la thèse", écrit-elle dans sa lettre ouverte, tout en s'interrogeant sur la véritable identité de cet individu étranger à l'université et présenté comme étant un membre de la sécurité présidentielle.

Au fait, s'agit-il réellement d'un membre de ce corps ? Auquel cas, le fait est d'une extrême gravité car, que viendrait faire un élément de ces services de la sécurité présidentielle dans une enceinte universitaire ?

Dans le cas contraire, la situation n'en est pas moins grave car ça deviendrait une usurpation de fonction sévèrement condamnée par les lois de la République.

"Depuis quand la 'sécurité présidentielle' s'immisce-t-elle dans les contenus des thèses de doctorat et dans leur appréciation ?", s'est interrogée Mme Sidhoum, qui assure que le jury, offusqué par "cette nouvelle atteinte sans précédent à ses prérogatives, protestera contre ces pratiques iniques, uniques dans les annales universitaires".

Le doyen de la faculté ira ensuite jusqu'à retirer la thèse en question de la bibliothèque après son dépôt en bonne et due forme par Mme Sidhoum qui exhibe le quitus y afférent.

Tout en dénonçant "ce harcèlement moral" dont elle est victime depuis près d'un mois, la maître-assistante affirme avoir alerté sa hiérarchie universitaire et la tutelle au sujet de "cette hogra caractérisée, de cette violation de la souveraineté du jury". Elle précise avoir également saisi la présidence de la République au sujet de cette affaire.

Échaudée par cette expérience, Mme Sidhoum s'est montrée extrêmement virulente à l'égard de la situation générale de l'université algérienne dont elle dresse un tableau très sombre. "Ce harcèlement moral et ces provocations sont aussi le produit d'un milieu 'pseudo' universitaire. Un milieu où la médiocrité, l'intrigue et l'allégeance permettent de grimper les échelons et où la marginalisation des compétences contribue à la déliquescence de notre très chère université. Un milieu qui voudrait nous imposer, à nous jeunes enseignants et à nos étudiants, une Histoire aseptisée par une pensée unique à la nord-coréenne. La pensée de son maître du moment", assène-t-elle.

**Hamid Saïdani**